

Sylvie Goulard

20 octobre 2012

Centre Sèvres

Les religions dans l'espace public

Regard et expériences d'une députée européenne

Permettez-moi tout d'abord d'adresser mes remerciements à l'équipe du Centre Sèvres et notamment à Véronique Albanel, pour cette invitation.

J'apprécie tout particulièrement la formulation du sujet qui m'a été donné, « *les religions dans l'espace public, regard et expériences d'une députée européenne* », car elle me permet d'être plus à l'aise.

Je n'ai en effet aucune qualité pour aborder le sujet sous un angle théorique, surtout dans une faculté de philosophie aussi prestigieuse que le Centre Sèvres. Comme le disait avec diplomatie le Père Louis Delatour s.j. qui était aumônier à l'ENA pendant ma scolarité – et qui devrait être présent dans la salle ce matin – en matière philosophique et théologique, les énarques sont de parfaits ignorants. Cela rend modeste...

Je prendrai donc toujours des exemples dans l'actualité européenne, dans la pratique, pour illustrer mon propos.

Malgré tout, il n'est peut-être pas inutile de préciser un peu la notion d'espace public.

Le concept fait immédiatement penser à Hannah Arendt qui, dans « *Condition de l'homme moderne* », l'utilise en distinguant la sphère privée de la sphère publique, liée à la vie de la cité (*polis*) où l'être humain peut exercer sa liberté.

C'est toutefois la thèse d'habilitation de Jürgen Habermas, parue en 1962 en allemand sous le titre de « *Strukturwandel der Öffentlichkeit, Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft* » qui lui a donné son retentissement.

Il est fascinant d'ailleurs, pour notre propos, de voir que la traduction française – « L'espace public : *Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*¹ » – est tout à fait de nature à induire le lecteur en erreur.

Je n'entrerai pas dans le détail mais nous touchons déjà l'une des caractéristiques de l'espace public *européen* : la diversité linguistique et le fait que l'on ne dise pas les mêmes choses selon la langue dans laquelle chacun pense, conçoit.

Disons pour simplifier les choses que nous prendrons la notion d'espace public au sens d'une *dynamique* qui permet à des citoyens de s'emparer de la chose publique pour en débattre et, le cas échéant, opposer leur jugement à celui des autorités. L'espace public, c'est la comme la circulation sanguine : c'est ce qui irrigue et fait vivre la société politique.

Si ma mémoire est bonne, sans employer le mot « espace public », Tocqueville dans « *De la démocratie en Amérique*² », est fasciné par le fait qu'aux Etats-Unis, les débats politiques soient si vifs, la presse si libre et la société entière si ardemment engagée dans la vie démocratique.

Permettez-moi une autre remarque préliminaire : je n'aborderai pas la question de l'intervention de la religion dans le débat politique sous l'angle qui agite tant de personnes en France en ce moment, à propos du mariage homosexuel, le mariage étant une institution dont on aurait d'ailleurs pu penser qu'elle était largement passée de mode...

Je voudrais au contraire dépasser le champ étroit dans lequel se déroule ce débat politico-religieux, pour trois raisons :

- Je voudrais prendre résolument *une perspective européenne* ; cela ferait du bien à beaucoup de personnes que cette bataille déchire : elles réaliseraient par exemple que l'Espagne et la Belgique ont déjà admis les unions homosexuelles tandis que les Italiens en sont encore à songer à une sorte de PACS ; aucune de ces sociétés n'est fondamentalement différente de la nôtre et pourtant, les perceptions et la législation divergent ; pour ceux qui voudraient faire le tour complet d'Europe des sujets sur

¹ Editions Payot, 1997

² Publications en 1835 et 1840

lesquels l'Église s'oppose à la société, je recommande le livre très intéressant de Beda et Sergio Romano, « *La Chiesa contro*³ » ;

- Je ne voudrais *pas parler seulement de l'Église catholique* ; nos sociétés sont d'ores et déjà mêlées ; elles comptent nombre de non-croyants, de chrétiens non catholiques, de juifs, de musulmans. L'islam n'est pas, n'est plus depuis un moment, une religion étrangère à l'Europe, c'est celle de millions de ressortissants européens, Français, Allemands, Suédois, etc ;
- Je ne voudrais *pas me limiter aux mœurs* car de nombreux sujets politiques devraient, à mon sens, interpeller plus encore les Églises que ceux qui touchent à la famille et à la sexualité, car ils sont au cœur des Évangiles :
 - l'économie et le social (lutte contre la pauvreté) avec la référence à la générosité du Bon Samaritain ou encore au secours des pauvres comme véritable « cœur de métier » de Jésus ;
 - la protection de la création (environnement) ;
 - l'accueil et le respect des étrangers, les migrations (Jésus a parlé au Centurion romain, Paul était l'apôtre des gentils, en abolissant les différences entre juifs et non juifs, etc) ; à plusieurs reprises, les Églises ont d'ailleurs pris position de manière fort courageuse, notamment sur la question des Roms. Historiquement, la chrétienté a contribué à égaliser les conditions (voir l'épître aux Galates, 3 / 28).

Ceci posé, je voudrais aborder avec vous trois points successivement :

- D'abord, rappeler que les Églises sont confrontées à des évolutions qui les dépassent largement, mais rendent leur message peut-être moins audible ;
- Ensuite, je voudrais que nous nous interroguions sur leur rôle – ou leur absence – dans ce que l'espace public a spécifiquement d'europpéen ;

³ Editions Longanesi, 2012

- Avant d'aborder enfin la question suivante : comment construire une relation d'avenir entre Eglises et Europe ?

1. Les Eglises sont confrontées aux mêmes évolutions sociales que d'autres acteurs de l'espace public (les syndicats, les partis, les parents, etc).

Nous citerons notamment trois de ces évolutions :

- La remise en cause des relations « verticales », qu'il s'agisse de la transmission du savoir ou de l'autorité ; cette évolution a un impact divers selon les religions mais toutes sont frappées ;
- La remise en cause des appartenances et le revers de ce phénomène : la quête forcenée « d'identités » (au besoin artificielles) dont bénéficie en partie l'islam ;
- La nouvelle place des femmes dans la société, qui perturbe toutes les religions monothéistes (sauf peut-être les églises protestantes).

1.1. La remise en cause des relations verticales

Aujourd'hui, les populations européennes sont infiniment plus éduquées, stimulées, informées et interconnectées (le nombre de bacheliers a par exemple explosé par rapport à 1950). Il n'y a plus ceux qui savent et ceux qui écoutent ; ceci est valable dans les relations parents / enfants, comme en dehors de la famille.

Avec Wikipédia, nous n'avons plus un savoir *top down* mais *bottom up* ; ce sont les utilisateurs qui écrivent les articles encyclopédiques et les contrôles sont aussi « décentralisés ».

Les modes d'acquisition des connaissances vont être bouleversés par l'existence d'un accès immédiat et facile à un savoir quasiment illimité ; quel en sera l'impact ? Ce n'est pas facile à

évaluer mais, selon Michel Serres, dans son délicieux livre « *Petite Poucette*⁴ », il s'agit d'une « *troisième révolution anthropologique de l'humanité* ». L'impact des nouveaux médias sur la vie publique, qui est aussi difficile à anticiper, a néanmoins un effet certain sur :

- l'information, qui est de fait instantanée et foisonnante ;
- la volonté des citoyens de « participer » à la vie de la « Cité » (voir par exemple la demande de primaires dans les partis ou les revendications des laïcs aux prêtres).

Cette liberté accrue a des conséquences positives fabuleuses mais elle encourage aussi – il ne faut pas le nier – une certaine superficialité. Sur Internet, le meilleur côtoie le pire : les ragots et le manque de rigueur ne sont jamais bien loin d'articles ou de sources très intéressantes.

A tel point que l'on peut se demander s'il existe un espace public ou si nous vivons dans un hall de gare, au milieu d'un brouhaha si intense qu'il devient inaudible.

Comment passer un message, surtout un message exigeant, dans un flot de sollicitations faciles, commerciales, dérisoires ? Quel rapport y a-t-il avec le message profond de spiritualités millénaires ? Où est et sera le silence ?

Aujourd'hui, il paraît bien difficile de combiner un parcours intérieur avec la durée de vie des *tweets* ou bien le cheminement des exercices de spiritualité ignatienne avec les « *j'aime / j'aime pas* » binaires des réseaux sociaux.

Quand on voit, par exemple, comment le judaïsme a toujours reposé sur une curiosité intelligente, sur l'interrogation permanente et féconde, comment le parcours théologique chrétien a aussi été fait d'interrogations, on ne peut que s'inquiéter d'une société de « consommation d'idées ».

A ceux qui en doutent, je conseille le roman du physicien anglais d'origine hongroise Tom Keve, « *Trois explications du monde*⁵ », qui évoque le rôle de la tradition juive d'Europe centrale sur l'invention de la psychanalyse par Freud, la théorie de la relativité d'Einstein et sur tout le foisonnement scientifico-irrationnel de la fin du XIXème siècle.

⁴ Editions du Pommier, 2012

⁵ Editions Albin Michel, 2012

Ces évolutions naturellement ont un impact différent selon que les religions sont structurées de manière pyramidale ou au contraire, plus décentralisées et en réseau.

Des différences existent qu'il ne faut pas sous-estimer, ni exagérer non plus. Ainsi, on entend souvent que l'islam désoriente un peu car les pouvoirs publics n'ont pas d'interlocuteurs ; mais les combats de la séparation des Eglises et de l'Etat rappellent que le dialogue avec l'Eglise catholique n'a pas toujours été facile, ni paisible. Et aujourd'hui, si l'Eglise catholique donne un message, combien de personnes, même parmi les pratiquants, « suivent-elles » ? L'adhésion devient « à la carte ». C'est manifeste pour la sexualité par exemple.

Une partie du succès des Eglises évangéliques repose sur leur capacité à être plus autonomes, moins hiérarchiques ; elles sont, par essence, « protestantes », ce qui répond à une certaine sensibilité de la société aujourd'hui. Mais cela n'est pas propre aux Eglises : la classe politique est également remise en cause dans de nombreux pays (c'est évident en Italie par exemple), à la fois sous l'effet du populisme et face aux conceptions archaïques du pouvoir (corruption, machisme, résultats piteux, etc). De son côté, la France entretient un mythe présidentiel, voire un déni de réalité, comme l'explique très justement la journaliste Sophie Pedder dans son livre « *Le déni français*⁶ ».

La fin du principe d'autorité remet en cause le cadre dans lequel se déploie le débat public.

Ceci posé, il est difficile de trancher de manière univoque. Les militants d'ATD Quart Monde, comme les économistes Esther Duflo et Abhijit V. Banerjee dans leur livre « *Repenser la pauvreté*⁷ », démontrent que les seules politiques efficaces sont celles qui associent les destinataires à leur conception, et leur mise en œuvre. En d'autres termes, les structures verticales et l'autorité rassurent, mais le jeu plus fluide des réseaux peut parfois aboutir à de meilleurs résultats.

⁶ Editions JC Lattès, 2012

⁷ Editions Seuil, 2011

1.2. La remise en cause des appartenances

Justement, les appartenances nouvelles sont elles aussi plus fluides. Les nations, partis, groupes et tribus (et donc les Eglises) sont relativisés ; et le corollaire, des sursauts dits identitaires sont souvent des reconstructions artificielles, dans un contexte de peurs et de perte de repères.

Olivier Roy fait, à mon sens, une analyse pertinente du rapport des jeunes des banlieues à l'islam. Ils sont bien souvent à la recherche de repères dans une idéalisation de l'islam que leurs parents ne pratiquaient pas toujours : le voile importé d'Iran chez les maghrébins en est un parfait exemple.

La situation est comparable chez les jeunes catholiques, enfants de parents élevés dans Vatican II qui croient se conformer à la tradition en se délectant d'encens et de prières à genoux que leurs parents n'ont jamais connus.

Cette tendance est également perceptible en politique : le « national-populisme » ne cesse de prendre de l'ampleur en Europe. Dans son livre « *La société des égaux*⁸ », Pierre Rosanvallon explique que les choses n'étaient pas si différentes au XIX^{ème} siècle, pendant la révolution industrielle : la tentation du repli sur soi, de la fermeture des frontières a existé.

Il est difficile pour les Eglises de trouver leur place dans des démarches qui relèvent autant de la construction que de l'authenticité. Le risque de repli et de confrontation est réel, alors même que les Eglises sont en principe ouverture. Il s'agit là d'un piège redoutable pour les chrétiens.

1.3. La nouvelle place des femmes dans la société

Ce changement est absolument majeur car il est à la fois anthropologique et irréversible. Il n'a pas été vu par la plupart des Eglises ; les franges les plus intégristes de la religion, qu'elle

⁸ Editions Seuil, 2011

soit juive, musulmane ou catholique, ont un point commun : elles s'affirment au détriment des femmes.

Un livre de la sociologue allemande féministe Ute Ehrhardt – que je trouve exagéré sur le fond – a un titre génial et révélateur : « *Les filles sages vont au Ciel, les autres où elles veulent*⁹ ».

Face à cela, la réponse des hiérarchies (religieuses comme politiques) a été totalement insuffisante car fondée sur le retour en arrière, sur les peurs.

Dans son rapport aux femmes, l'Europe qui se croit moderne ne fait pas toujours mieux que les pays musulmans. En effet, le Directoire de la Banque Centrale européenne, actuellement exclusivement constitué d'hommes, est à la recherche d'un nouveau membre. Malgré le manque flagrant de parité au sein de cet organe, et le problème de représentativité que cela générerait, aucune femme n'a été sélectionnée pour le poste. Une aberration pour une institution européenne qui joue un rôle si important et qui devrait s'assurer d'une proximité plus grande avec l'ensemble de ses citoyens.

A ceux qui doutent de la sclérose de la pensée catholique sur les femmes, je conseille de relire avec calme le grand livre « *Humanisme intégral*¹⁰ » du philosophe français Jacques Maritain. Dans cet ouvrage, bien des réflexions n'ont pas vieilli. Le passage sur les femmes vous tombera des mains tellement *il est ringard*.

L'article « *Les femmes et l'avenir de l'Eglise*¹¹ » du Père jésuite Moingt a, au contraire, le mérite de poser les vraies questions, avec parfois un excès de mesure.

Il est donc impossible de considérer les religions sans ce contexte.

⁹ Editions Calmann-Lévy, 1998

¹⁰ Editions du Cerf, 2006

¹¹ Revue Etudes n°4141, Janvier 2011 : http://fcorpet.free.fr/Denis/Evangile/Moingt-Femmes-Avenir-Eglise-ETUDES_2011.pdf

2. Le rôle des Eglises dans l'espace public européen

2.1. Un espace européen

Pour mémoire rapidement, l'espace public européen a pour spécificité d'être supranational. Cette spécificité est liée à l'hétérogénéité ainsi qu'à la diversité linguistique et culturelle : il n'y a non pas un mais plusieurs espaces publics cloisonnés, comme nous l'avons dit en commençant.

Pour quelles raisons ?

- Il y a un recul des grands mouvements politiques internationalistes :
 - A gauche, nous sommes passés de l'Internationale Socialiste « *prolétaires de tous pays, unissez-vous* » au nationalisme, avec la peur du plombier polonais ;
 - A droite, qu'ont en commun les mouvements démocrates-chrétiens des années 50, ouverts, favorables à l'Europe, soutenus par l'Eglise et la prière du 15 août pour « la France » ? Comment se fait-il qu'il y ait des connivences entre la frange la plus intégriste de l'Eglise catholique et des mouvements comme le Front National ? Sur l'immigration, où est le message évangélique ?
- L'étroitesse nationale de la classe politique actuelle s'oppose à l'approche européenne de l'après-guerre, véhiculée par des grandes personnalités telles que Robert Schuman et Alcide De Gasperi. Des liens s'étaient créés entre eux, dans les guerres et la captivité, mais ils étaient surtout nourris de la même doctrine sociale de l'Eglise.
- Jamais un effort éducatif réel en faveur de l'esprit européen n'a été tenté ; nous avons là de grandes marges de progression !
- Les schémas institutionnels varient selon les pays, tout comme les expériences traumatisantes. Les malentendus franco-allemands sont souvent nourris par le rapport différent à la légitimation démocratique parlementaire et par l'expérience de Weimar.

- Enfin, la laïcité n'est pas pratiquée partout : les degrés d'interférences des Eglises sont plus ou moins poussés. Les rapports Eglises / Etat qui existent en Italie seraient par exemple inimaginables en France.

2.2. Pour faire et non point dire

En 2007, la dimension éthique de l'Union européenne a été étudiée de près grâce à un rapport aux Evêques de la COMECE¹², absolument remarquable et auquel je vous invite à vous reporter.

Le groupe de travail européen en charge de sa rédaction s'est ainsi penché sur les valeurs authentiquement européennes, définies par l'Europe communautaire comme :

- la paix ;
- le rapprochement des peuples ;
- l'exercice de la puissance dans la responsabilité ;
- la solidarité interne et avec le monde (voir les références à l'Afrique dans la déclaration Schuman).

Ces valeurs soulignent le refus de se cantonner aux racines. Dans son magistral article du 25 mars 2007 « *L'Europa e il ruolo della Chiesa. Roma non divide quello che uni*¹³ », l'actuel Président du Conseil italien Mario Monti, prenait position dans la querelle de l'affirmation des « racines chrétiennes », en incitant les Européens à moins s'intéresser aux principes affichés qu'à leur mise en œuvre effective.

¹² « *Une Europe des valeurs* », Rapport aux Evêques de la Commission des Episcopats de la Communauté Européenne, 2007 : <http://en.calameo.com/read/00126032983128df25716>

¹³ Corriere della Sera, 25 mars 2007 : <http://www.internetica.it/50anniEU-Monti.htm>

3. La relation d'avenir entre Eglises et Etats

3.1. Le besoin de spiritualité inhérent à l'être humain n'est pas près de disparaître

Dans un discours qu'il a tenu à Assise le 5 octobre dernier, le Président de la République italienne Giorgio Napolitano, ancien communiste, athée, rend hommage aux pères de la Constitution italienne qui ont reconnu le besoin de spiritualité humaine, sans imposer la mention de Dieu. Le meilleur service à rendre à Dieu n'est pas de l'honorer comme un pharisien, mais de le prier dans le silence de son cœur. ET de mettre en œuvre ses préceptes.

Dans la société temporelle, il est essentiel d'admettre le doute et l'absence de foi. Cela ne signifie pas que l'on nie le besoin de spiritualité, mais que l'on invite chacun à donner une réponse sincère, individuelle.

L'une des énigmes de cette crise est l'attitude de certains partis se réclamant ouvertement du christianisme. Leurs dirigeants peuvent légitimement souhaiter que les finances publiques soient assainies. L'objectif est louable et la croissance future en dépend. Mais s'ils sont fidèles à leur engagement chrétien, ils peuvent ajouter à cette exigence une dose de miséricorde pour les peuples qui souffrent.

Enfin, nous devons faire confiance aux jeunes générations ; il y a trop de méfiance, d'arrogance chez les anciens. Même si la société et la technologie sont différentes, pourquoi les jeunes seraient-ils moins profonds, moins généreux ?

Un accord est possible - et urgent - autour du « bien commun » car il existe des valeurs communes :

- Par exemple, avec les musulmans, pourquoi ne pas se rapprocher sur la charité au lieu de se conforter mutuellement sur la discrimination des femmes, dans les conférences des Nations Unies ? ;
- La défense de l'environnement représente un enjeu crucial, vital et infiniment plus précieux pour la survie de l'espèce que les histoires de mœurs ; autour de la

« Création », les Eglises pourraient bâtir une plate-forme plus exigeante qu'elles ne le font aujourd'hui ;

- Pourquoi ne pas penser la paix comme à Assises ? Déjà d'énormes progrès ont été réalisés grâce au dialogue interreligieux. Paix dans nos banlieues gagnées par la violence. Paix dans le Monde, en commençant par la terre sainte.

Tout cela est particulièrement important en Europe où le rappel de la solidarité des origines est nécessaire, tout comme l'attention aux plus démunis, le refus du nationalisme, le filet social et surtout la notion de dignité, qui était le grand message de l'après-guerre.

Certaines questions – que nous venons d'évoquer – ne sont pas propres à la sphère européenne (les Etats-Unis ont beau ne pas vouloir voir le changement climatique, ils commencent à en subir les effets, avec des ouragans sans précédent ; ils devront s'en occuper).

Mais en outre, beaucoup de notions spécifiquement européennes restent à approfondir dans un espace public européen digne de ce nom :

- la méthode communautaire ; en quoi consiste-t-elle ? a-t-elle un avenir ? elle a apporté la paix, peut-elle perdurer ?
- l'économie sociale de marché hautement compétitive ; à cet égard, je vous conseille la lecture du rapport « *Une communauté européenne de solidarité et de responsabilité*¹⁴ », publié par le COMECE en décembre 2011 ; mais concrètement, que fait l'Eglise pour défendre cette approche équilibrée entre liberté d'entreprendre et exigence sociale ?
- le rapport à la Nation ; selon la formule de Jean Boissonnat dans son ouvrage « *Dieu et l'Europe*¹⁵ », « *les nations fatiguent Dieu* ».

¹⁴ « *Une communauté européenne de solidarité et de responsabilité* », COMECE, 2011 : <http://www.la-croix.com/Religion/S-informer/Actualite/Declaration-de-la-Comece-Une-Communaute-europeenne-de-solidarite-et-de-responsabilite- NG -2012-01-12-756895>

¹⁵ Editions Desclée de Brouwer, 2005

Que peuvent faire les Eglises ? Beaucoup. Je prends souvent l'exemple du *Evangelischer Kirchentag* (la rencontre biennale des églises protestantes allemandes) ; le but de ces rencontres, qui rassemblent des centaines de milliers de personnes, n'était rien moins que la reconstruction morale de l'Allemagne après la folie nazie. Au fil des décennies, le succès ne s'est jamais démenti. C'est l'exemple le plus vivant d'espace public qu'il m'ait été donné de voir de près.

En gros, – et sans chercher à provoquer – on pourrait dire que l'Europe est plus avancée que d'autres régions du monde, non pas à cause de ses mérites mais de ses crimes. Des crimes qu'elle a surmontés et dénoncés. Malgré cela, elle a trop tendance à donner des leçons ou à se croire supérieure, comme le sous-entend Pierre Defraigne dans son papier « *Regards croisés entre Chine et Europe sur les Droits de l'Homme*¹⁶ ».

Conclusion

Quand j'étais jeune, j'avais découvert un texte de celui qui était alors président de la République fédérale d'Allemagne : « *Liebe als Maßstab politischer Ordnung*¹⁷ » de Richard Von Weizsäcker. Ce grand protestant se demandait si l'amour (chrétien, du prochain) pouvait servir de mesure à l'action politique.

En d'autres termes, quel doit être le comportement politique de personnes qui croient en une religion qui commande le lavement de pieds du prochain ?

Voilà ce qu'il faudrait dire aux personnes qui ont la religion en bandoulière pour exclure le pauvre, l'étranger, fermer les frontières, enfermer les femmes dans un corset ou dans un rôle prédéterminé, indépendamment de leur talent.

La religion a un rôle à part entière dans l'espace public : elle y apporte le souffle de Dieu, la profondeur de l'idéal, et non pas la médiocrité d'une misogynie ou d'un complexe de supériorité qui n'ont rien à voir avec lui.

¹⁶ Madariaga Paper, Septembre 2012 : <http://www.madariaga.org/publications/madariaga-papers/747-regards-croises-entre-chine-et-europe-sur-les-droits-de-lhomme>

¹⁷ « *Die deutsche Geschichte geht weiter* », Editions DTV, 1983